

Grève nationale inédite dans les EHPAD

Un rassemblement est prévu à Auch



Grève nationale inédite dans les EHPAD

La situation dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et dans les services d'aide à domicile s'aggravant de jour en jour, les organisations syndicales de salariés CGT, CFDT, FO, SUD, UNSA, CFTC et CFE-CGC appellent à la grève (à l'initiative de la fédération FO-Santé), le mardi 30 janvier 2018.

Depuis plusieurs années, ces organisations dénoncent l'insuffisance des effectifs et des moyens.

La canicule meurtrière de 2003 avait donné lieu à la création d'une journée de solidarité pour les personnes âgées. En 2006, le « Plan Solidarité Grand Âge » préconisait, au plus tard en 2012, un agent pour un résident. Or, la moyenne actuelle est de 0,6 pour un, voire de 0,3 dans certains cas.

A ce sous effectif endémique qui rend les conditions de travail des salariés particulièrement difficiles, s'ajoutent les baisses de dotations (mise en place de la « convergence des tarifs dépendance et soins »), et la réforme de la tarification de la loi vieillissement, dite « ASV » (adaptation de la société au vieillissement).

Le Gers est lui aussi impacté. Dans un courrier adressé au représentant local de l'ARS, les syndicats s'indignent d'une situation « qui peut conduire à une maltraitance institutionnelle excluant tous soins individualisés et l'irrespect de la dignité des personnes âgées ».

De son côté, l'intersyndicale des organisations de retraités du Gers a adressé il y a plus de deux mois, un courrier aux élus locaux. Seul le président du Conseil général, Philippe Martin, a répondu le 15 janvier, indiquant « ne pas partager la sévérité du constat » et rappelant « la priorité accordée depuis 20 ans par le Département à nos aînés ». Il souligne également qu'il n'est « plus député », et ne peut donc « en aucun cas peser sur les politiques gouvernementales ».

La grève du 30 janvier a pour objectifs la revendication des moyens humains et financiers pour une prise en charge décente des personnes âgées. Notamment avec le retrait de la réforme tarifaire des EHPAD, et l'arrêt des baisses de dotations, qui pénalisent les résidents et l'aide sociale assurée par les départements.

La ministre de la Santé estimant que les difficultés des EPHAD « n'étaient pas une question financière, mais un problème de management, notamment dans les établissements publics », les organisations syndicales et l'AD-PA (Association des Directeurs de services à domicile et d'établissements pour personnes âgées) demandent également à être reçues par Emmanuel Macron.

A Auch, le rassemblement est prévu à **14h30 devant l'ARS** (cité administrative, place du Foirail) en direction du Conseil Départemental.